

Italie : Vers le modèle français ?

AU LENDEMAIN des élections législatives du 13 avril 2008, le tableau géographique des résultats semblait confirmer tous les anciens lieux communs sur le manque d'unité de la société italienne et la Péninsule apparaissait encore une fois nettement coupée en trois grandes régions aux choix politiques différents. Le Nord, la grande Vallée du Pô, avait voté massivement pour la coalition guidée par Silvio Berlusconi ; un bloc de régions allant des Apennins jusqu'à Rome avait préféré la gauche très modérée représentée par le Parti Démocrate ; quant aux électeurs du Sud, en se prononçant de façon assez nette contre le gouvernement de Romano Prodi, ils avaient fait pencher la balance du côté du centre-droit.

L'interprétation de ce vote est, somme toute, assez simple. Les régions les plus peuplées et les plus riches du pays – qui font partie psychologiquement aussi bien qu'économiquement de l'Europe continentale – ont confirmé leur préférence pour les « valeurs » dont Berlusconi se veut le symbole. Il s'agit de régions dont le revenu par tête d'habitant dépasse d'un tiers la moyenne européenne, qui s'adaptent plus rapidement que d'autres aux conséquences de la globalisation et qui cultivent le mythe de l'entrepreneur indépendant attendant finalement du gouvernement une seule chose : que celui-ci ne l'empêche pas de travailler. Toutes raisons pour lesquelles ces régions ont continué à afficher ouvertement leur révolte contre un gouvernement qu'elles considé-

raient incapable de garantir le bon fonctionnement des services publics essentiels.

C'est une accusation assez injuste finalement, car en 2005, sans l'intervention énergique et tout à fait personnelle de Prodi, l'entier système bancaire italien – l'un des axes portants de l'économie de ces régions – se serait effrité et « globalisé », tombant dans les mains des grandes centrales de la finance internationale. Mais c'est une accusation qui a été rendue crédible en raison des difficultés rencontrées par une coalition comprenant plus d'une dizaine de partis, dont des prétendus « écologistes », peinant à faire progresser les grands travaux nécessaires à une économie qui se développe, évolue et exporte ses produits aux quatre coins du monde.

Le Sud passe à l'opposition

D'autre part, les régions du Mezzogiorno, les plus pauvres et les plus traditionalistes de la Péninsule, et qui de ce fait tendaient depuis la fin de la guerre froide à voter à gauche, ont exprimé leur vive irritation et leur humiliation en se prononçant contre le gouvernement sortant. Car c'est ce sentiment-là – celui d'une humiliation profonde – que les habitants du Sud ont ressenti lorsque, à l'occasion de la « crise des ordures », l'éternel problème de la collusion entre administrations locales et criminalité s'est affiché sous un jour

nouveau et encore plus sinistre que dans le passé. Or ce scandale avait, bien sûr, un volet local (une affaire de corruption dans laquelle était impliqué un leader historique du PCI napolitain), mais il comportait aussi un aspect national et même international sur lequel le gouvernement de Rome aurait pu et dû intervenir. Il faut en effet se souvenir que les décharges avaient été privatisées au nom de la libéralisation de l'économie, mais étaient tombées aux mains d'individus qui ont trouvé plus avantageux de vendre des capacités de stockage déjà trop limitées et d'accepter des ordures dangereuses venant de toute Europe, notamment de Suisse^[1].

Le Sud avait d'ailleurs des raisons plus générales pour voir Romano Prodi comme un ennemi. N'était-il pas le même homme qui – en tant que chef de la Commission européenne – avait présidé sans mot dire à l'élargissement de l'UE aux pays de l'Est? Or, cet élargissement voulu et planifié par les Anglo-saxons pour saborder toute chance d'approfondissement, a gravement endommagé le Sud de l'Italie, car la baisse du revenu moyen des habitants de l'Union a fait sortir le Mezzogiorno de la catégorie qui peut se prévaloir des aides au développement. À quoi s'ajoutait que Prodi, à peine rentré de Bruxelles et revenu à Rome chef du gouvernement, avait arrêté les travaux concernant l'édification d'un pont entre la Sicile et le continent: c'était une décision politiquement stupide – car il s'agissait encore d'une phase d'études très préliminaires peu onéreuses – et elle a été interprétée comme le signal de ce que, en matière de développement, les régions du sud n'avaient droit à rien, pas même à l'espoir ou à l'illusion.

Ne restaient donc, pour voter en faveur des partis qui avaient composé la majorité de Romano Prodi, que ce que l'on appelle la « troisième Italie », l'Italie des villes de taille moyenne, provinciales et satisfaites, là où le bien-être solide (Modène étant la ville la plus riche d'Italie) coexiste avec une tradition anticléricale – car ces régions faisaient partie des États du Pape avant

l'unité italienne – mais aussi avec un très fort enracinement des partis de la gauche. Et ce paradoxe – la tradition révolutionnaire mariée à un présent plus que confortable – explique en partie la longue évolution de l'ancien PCI vers le « Parti démocrate », lequel n'est plus en effet un parti de gauche, comme il l'affiche clairement en refusant même d'adhérer à la bien modérée Internationale socialiste.

Dans ces régions, le Parti démocrate, label sous lequel se présentait la nouvelle formation politique née de la fusion des survivants de la guerre froide – l'ancien parti communiste (PCI) et l'ancien parti anti-communiste (la Démocratie chrétienne) – a encore pu compter sur le vote des ouvriers et des patrons de café. Mais aussi sur tout un réseau d'intérêts économiques consolidés autour d'anciens ouvriers devenus patrons de PME avec l'aide des coopératives et des banques locales, autour des caisses d'épargne contrôlées par un « groupe dirigeant » qui a su se reconvertir de la révolution prolétarienne au commerce international.

Cette « troisième Italie » est caractérisée par un tissu bien serré d'intérêts partagés au niveau local. C'est une société où ont été inventés les *distretti industriali* (zones industrielles), qui avaient beaucoup impressionné Jacques Chirac et que l'on a essayé de reproduire en France. Elle a su très bien faire fructifier le lien communautaire et le préserver en même temps que son élite politique traditionnelle, reconvertie à la gestion du bien-être. Ce fut assez pour donner à cette partie de l'Italie les palmarès de la richesse et de la stabilité, aussi bien qu'une excellente qualité de la vie. Mais c'était trop peu pour sauver Prodi, ce professeur de Bologne dépourvu de toute capacité à communiquer avec le grand public. Et c'était surtout trop peu pour éviter la dure condamnation d'un gouvernement dont la plupart des énergies avaient été dédiées surtout à survivre avec une majorité de deux seules voix au Sénat. Car en Italie, patrie du « bicaméralisme parfait », le Sénat a les mêmes pouvoirs que la Chambre.